

# Réindustrialisation : pourquoi France 2030 est à côté de la plaque

Économie / Finances et Macro-économie

---

Par [Guillaume Duval](#)

Publié le 2 novembre 2021

*Auteur*

**Dans le cadre de « la grande conversation 2022 » initiée par Terra Nova., l'économiste Elie Cohen a proposé récemment sa lecture du plan « France 2030 » présenté le 12 octobre dernier par Emmanuel Macron. Son texte appelle plusieurs remarques.**

**E**lie Cohen souligne tout d'abord que ce plan a été reçu, trop souvent à son goût, en fonction d'un positionnement politique plutôt que d'une analyse de fond. Certes mais il convient quand même de souligner l'incongruité profonde d'une telle démarche à quelques mois de l'échéance présidentielle. Comment ne pas s'interroger sur le caractère largement factice d'un plan à cinq ans, présenté par

un Président dont le mandat se termine en avril prochain?

Comment ne pas estimer qu'Emmanuel Macron, qui n'est pas encore officiellement candidat, abuse de sa fonction pour mener campagne en se servant de façon illégitime des moyens de l'Etat? Dans une démocratie digne de ce nom, ce genre de pratiques poserait effectivement question, même si la France de la monarchie républicaine qu'est la Ve République, les a trop souvent tolérées jusqu'ici.

Elie Cohen a raison en revanche de souligner l'ambition excessive affichée par ce plan qui prétend couvrir une dizaine de filières, y compris leur amont, tout en y consacrant seulement 30 milliards d'euros d'argent public sur 5 ans, soit 1 % du PIB de la France, ou encore 6 milliards d'euros seulement par an. Si elles étaient un jour réellement distribuées, des sommes saupoudrées sur autant de sujets, ne pourraient guère avoir que des effets marginaux. On peut y voir un effet du contexte électoral qui pousse Emmanuel Macron à vouloir envoyer des signaux dans toutes les directions pour ratisser le plus large possible à quelques mois de l'élection présidentielle. Mais c'est aussi plus profondément le reflet de l'incompréhension persistante par la classe politique et l'appareil d'Etat français du changement d'époque intervenu au cours du dernier demi-siècle. Avec moins de 1 % de la population mondiale, la France n'est plus et ne sera plus jamais un « grand pays » qui peut se permettre d'avoir des « champions nationaux » dans tous les secteurs d'activité. Il lui faut faire des choix de spécialisation dans la division internationale du travail, ce qui revient à renoncer à soutenir certains secteurs. C'est une évidence pour la Finlande, ça ne l'est manifestement pas encore pour nous. L'imaginaire gaulliste et la nostalgie d'un passé glorieux fantasmé continuent de boucher notre horizon et de fausser notre appréciation des réalités. Ce phénomène ne touche manifestement pas qu'Eric Zemmour, cette volonté de ne pas regarder les choses en face est manifestement plus largement partagée dans la classe politique. Et le fait de ne pas accepter

cette réalité nous handicape très sérieusement pour nous doter d'une politique industrielle efficace.

Elie Cohen rappelle d'ailleurs également à juste titre la filiation très pompidolienne de ce plan, une filiation soulignée d'ailleurs abondamment par Emmanuel Macron lui-même via le clip vidéo vintage en noir et blanc qui ouvrait la présentation de France 2030.

Cette filiation se traduit notamment à travers le choix par l'Etat de soutenir des technologies particulières, d'avoir ses chouchous très précis comme naguère le Concorde. L'exemple le plus caricatural étant bien entendu fourni depuis un demi-siècle par le choix de la filière nucléaire, et non seulement celui de la filière mais celui d'objets techniques particuliers comme l'EPR. Avec le soutien qu'il veut apporter aux *Small Modular Reactors* (SMR), Emmanuel Macron continue de s'inscrire dans cette tradition qui considère que l'appareil d'Etat connaît mieux que les acteurs concernés les technologies qui vont marcher demain. Et dans le cas particulier du nucléaire, Elie Cohen a raison de souligner que les SMR ne répondent en aucune façon à l'urgence à laquelle fait face le système énergétique français.

Le plan d'Emmanuel Macron cumule donc tous les inconvénients traditionnels de la politique industrielle colbertiste à la française, à la fois trop large dans son ambition de soutenir tous les secteurs d'activités et trop précise dans le choix de privilégier, généralement à tort, des technologies particulières.

Elie Cohen a raison également de souligner qu'en matière de politique industrielle, il faut sortir du faux dilemme qui consiste à choisir de soutenir soit les grands groupes existants soit les start ups innovantes. Pour être efficace, il faut bien entendu être en mesure de faire les deux. Mais, malgré les discours enthousiastes de notre président autour de la « start up nation », je ne suis pas convaincu qu'Elie Cohen ait raison de lui donner acte d'y parvenir. Malgré sa jeunesse, Emmanuel

Macron est trop profondément pompidolien, trop ancré dans la haute fonction publique française traditionnelle pour cela : sa politique reste en pratique dominée par le soutien aux grands groupes existants comme l'illustre en particulier le cas du nucléaire.

Enfin Elie Cohen donne également crédit à Emmanuel Macron de placer l'ambition industrielle de France 2030 dans un cadre européen. Là aussi il y a loin cependant de la coupe aux lèvres entre les grands discours enthousiastes de notre président et sa pratique effective. Son bonapartisme, son incapacité à construire des coalitions efficaces l'a empêché depuis quatre ans d'obtenir des progrès significatifs en matière d'intégration européenne, notamment en matière de politique industrielle. Il n'y a guère de raisons de penser qu'il pourrait mieux y parvenir à l'avenir.

Mais il me semble qu'en en restant trop à l'analyse du plan France 2030 en tant que tel, Elie Cohen passe à côté des principales raisons qui font qu'Emmanuel Macron, et l'aristocratie d'Etat qu'il incarne, ne peuvent pas être les acteurs efficaces d'une réindustrialisation du pays. Ce qui empêche surtout Emmanuel Macron d'engager véritablement la renaissance industrielle de la France, c'est d'abord le mépris qu'il exprime régulièrement envers les travailleurs et les travailleuses de notre pays. Le vrai problème de notre économie, nous a-t-il redit une fois de plus le 12 octobre dernier, c'est la paresse des Français. Le déficit persistant de notre commerce extérieur, la dégradation de notre tissu industriel? C'est parce que les salariés ne travaillent pas assez.

Depuis vingt ans, nos élites économiques et politiques nous répètent ce mantra. Problème : cet argument éculé a été mille fois démenti. Les chiffres d'Eurostat sont sans appel : les salariés français travaillent en moyenne plus longtemps que leurs homologues d'Allemagne, de Suède ou encore des Pays-Bas..., les fameux « modèles » qu'on nous présente régulièrement.

Les Français figurent aussi parmi les plus productifs du continent. Si nous l'étions aussi « peu » que des Allemands, nous aurions besoin de plus de 3 millions d'emplois supplémentaires pour produire autant de richesses qu'aujourd'hui. Il existe bien des pays où l'on travaille plus longtemps qu'en France, ils s'appellent la Roumanie, la Pologne ou la Turquie. Est-ce vraiment le chemin sur lequel Emmanuel Macron souhaite nous entraîner?

Les difficultés bien réelles que rencontre l'industrie française ont d'autres causes. Qui blâmer pour le désastre de la Générale des Eaux devenue Vivendi, sinon le si brillant Jean-Marie Messier? Comment expliquer la disparition d'Alcatel si on ne souvient pas que son PDG Serge Tchuruk s'imaginait sérieusement pouvoir en faire « une entreprise sans usines » au début des années 2000? A chaque fois, des milliers d'emplois ont été sacrifiés. Si ces dirigeants, et tant d'autres, ont pu à ce point faire faire fausse route à leurs entreprises, c'est parce que le management des entreprises françaises reste bien souvent archaïque, féodal, avec un PDG qui concentre les pouvoirs en l'absence de réels contre-pouvoirs. Voilà un problème bien plus sérieux que l'éternelle rengaine sur la paresse supposée des travailleurs.

Notre pays souffre en effet d'une maladie persistante, cette obsession de nos élites, formées dans les meilleures écoles de la République, à s'imaginer Bonaparte sur le pont d'Arcole, génies solitaires toisant le bas peuple du haut de leur intelligence supérieure. C'est vrai des grandes entreprises comme de la politique. Les institutions de la Ve République sont en effet une caricature encore accentuée par l'exercice du pouvoir jupiterien d'Emmanuel Macron. Or, en politique comme en économie, le pouvoir personnel conduit à faire de nombreuses erreurs et ne peut pas produire la cohésion sociale et la résilience indispensables pour affronter les chocs, les anticiper et s'y adapter.

Chez nos voisins allemands dont nous envions l'industrie, le PDG tout puissant n'existe pas, les représentants des salarié.es pèsent pour la moitié dans les organes de gouvernance des entreprises et les comités d'entreprises ont un droit de veto sur la plupart des décisions managériales importantes. Voilà ce qui devrait inspirer de véritables réformes. Combien de désastres auraient pu être évités ces trente dernières années si les salarié.es avaient pu peser sur les choix stratégiques de l'entreprise?

Si nous voulons réindustrialiser notre pays – et il le faut – l'urgence est aussi de réhabiliter le travail industriel, en revalorisant les salaires dans ce secteur et en y améliorant les conditions de travail tout en bridant le court-termisme des actionnaires et en limitant la financiarisation excessive de nos économies. Or qu'a fait Emmanuel Macron depuis cinq ans? Exactement le contraire. Il a limité le pouvoir de négociation des salariés dans les entreprises, supprimé les Comités d'hygiène et de sécurité et l'ISF et abaissé l'imposition des revenus des capitaux... Comme vient de l'établir un rapport public de France Stratégie, cela a sans surprise accru les inégalités sans avoir pour autant d'effet positif sur l'investissement dans l'économie réelle.

Une politique industrielle sérieuse requiert surtout une action continue sur le long terme. Si on veut développer l'esprit d'entreprise et l'innovation dans notre pays, priorité doit être donnée en particulier à un effort massif d'éducation. Pourquoi les pays nordiques s'en sortent-ils mieux que nous, alors qu'on y travaille moins longtemps et que le coût du travail y est plus élevé encore? Parce que l'ensemble de leur population est mieux formée.

D'où une aptitude plus grande à s'adapter, à adopter rapidement des nouvelles technologies et à disposer d'un vivier plus large d'innovateurs. Nous avons en France largement élevé le niveau moyen de formation, et c'est un formidable progrès. Mais nous avons continué à concentrer les ressources sur

quelques filières d'élite, classes préparatoires, Ena ou Polytechnique. Le monde socialement clos de nos brillants dirigeants qui se sont de plus en plus détournés de l'industrie au cours des dernières décennies. Et cela tout en délaissant l'éducation du plus grand nombre, un travers accentué ces dernières années avec la dégradation continue des conditions d'étude en université. Une bombe à retardement, qui a d'ores et déjà des effets négatifs sur les capacités entrepreneuriales et d'innovation de l'économie française. Un effort massif en faveur de l'éducation du plus grand nombre n'est donc pas seulement une exigence de justice sociale, c'est aussi un impératif économique.

Si l'industrie française se porte mal, ce n'est donc pas du fait de la paresse supposée des travailleurs du bas de l'échelle contrairement à ce que pense et dit Emmanuel Macron. L'industrie française a besoin d'un choc, c'est évident. Mais c'est un choc de formation, de mobilisation et de considération pour celles et ceux qui, ingénieurs comme ouvriers, sont la richesse et la promesse véritables de l'industrie de notre pays. Si nous voulons réussir à réindustrialiser le pays à l'occasion de la conversion écologique de son économie, c'est d'abord à elles et eux qu'il nous faut faire et redonner confiance.